

LA DÉFERLANTE FRONTALIÈRE : 10 ANS DÉJÀ



MFR
Réussir autrement

Maison Familiale Rurale
« Les Deux Vals »
1, sous les sangliers
LES FINS
Tél. 03 81 67 06 20
www.mfrfins.com

Maison Familiale Rurale
20, rue des granges
PONTARLIER
Tél. 03 81 39 17 04
www.mfrpontarlier.fr

PORTES OUVERTES

LES FINS ET PONTARLIER

Samedi 6 avril de 10h00 à 17h00

Formations par alternance / Faites les choix de l'alternance

▶ Visite de l'établissement, présentation du matériel forestier et espaces verts, expositions diverses, pot d'accueil...

FORMATIONS SCOLAIRES SUR LES FINS

- 4^{ème} - 3^{ème} par alternance
- DIMA (préapprentissage)
- 2^{ème} professionnelle Nature Jardin Paysage Forêt
- BAC Professionnel Gestion des Milieux Naturels et de la Faune
- CAPA Services en Milieu Rural (Services Aux Personnes - Vente - Accueil)

FORMATIONS SCOLAIRES SUR PONTARLIER

- 4^{ème} - 3^{ème} par alternance
- DIMA (préapprentissage)
- CAPA Services en Milieu Rural (Services Aux Personnes - Vente - Accueil)
- BAC Professionnel Accueil et Relations Clients
- BTS Tourisme

Etablissement privé sous contrat avec le ministère de l'Agriculture en convention avec le conseil régional de Franche-Comté

Personne ne l'a vu venir cette vague de prospérité qui déferle depuis une bonne dizaine d'années sur le Haut-Doubs. On pestait bien contre quelques bouchons occasionnels au retour simultané de quelques centaines de frontaliers et des skieurs pendant les vacances d'hiver. Mais pas de là à penser que le phénomène allait se banaliser aussi vite et avec une telle ampleur. Que serait-on devenu sans l'incroyable réussite de l'horlogerie helvétique qui a eu le bon goût de renaître de ses cendres en restant implantée sur les montagnes jurassiennes près de chez nous ? Depuis quelques années, on vient de toute la France tenter sa chance chez les Helvètes. On s'y plaît. On s'installe en construisant de belles maisons. On peut même faire ses emplettes à Pontarlier devenue une vraie place forte commerciale franco-suisse. Mais tout n'est pas idyllique, loin s'en faut. Le coût de la vie a plutôt évolué à la hausse. Le foncier s'envole. Les agriculteurs grognent. S'ils veulent construire, les non-frontaliers à revenus normaux sont repoussés à l'intérieur des terres. Regard dans le rétro sur la métamorphose du Haut-Doubs.

ANALYSE Une modélisation

Quand la dynamique frontalière s'imprime dans nos paysages

Le travail frontalier a dopé la croissance démographique du Haut-Doubs et structuré le développement des communes suivant des règles très précises. Explications.

Le Haut-Doubs n'est pas la première zone frontalière à profiter de la manne helvétique. "Les 27 250 travailleurs frontaliers francs-comtois sont assez peu nombreux comparés aux 138 000 frontaliers français, mais l'impact de ce phénomène est très déstructurant dans une région probablement peu habituée à des changements aussi rapides", explique

Alexandre Moine, professeur de géographie à l'Université de Franche-Comté. Pour ce spécialiste des thématiques transfrontalières, le développement du Haut-Doubs depuis 10 ans entre dans le cadre d'un modèle de diffusion sous contraintes liées à trois facteurs : les points de passage, la distance à la frontière et le foncier. L'évolution démographique s'est d'abord concentrée, pendant cinq ans, sur les points de passage. On observe ensuite un étalement autour de ces mêmes points de passage en auroles. Depuis cinq ans, la diffusion se produit à l'arrière de la frontière. Elle touche le secteur d'Orchamps-Vennes à Avoudrey du côté du Haut-Doubs horloger. Elle se prolonge sur le Haut-Doubs forestier du Val d'Usiers à Levier en passant par Frasne. Entre les deux Haut-Doubs, le canton de Montbenoit grossit aussi en population de façon très nette. "Deux moteurs animent ce modèle : le travail frontalier et les déplacements. Si on prend la route, la diffusion est conditionnée par la R.N. 57. Si on prend la voie ferrée, on comprend mieux l'essor du Saugéais avec la gare de Gilley qui offre la possibilité d'aller

travailler au Locle ou à La Chaux-de-Fonds en train. Mais pour l'instant, la dominante reste la route."

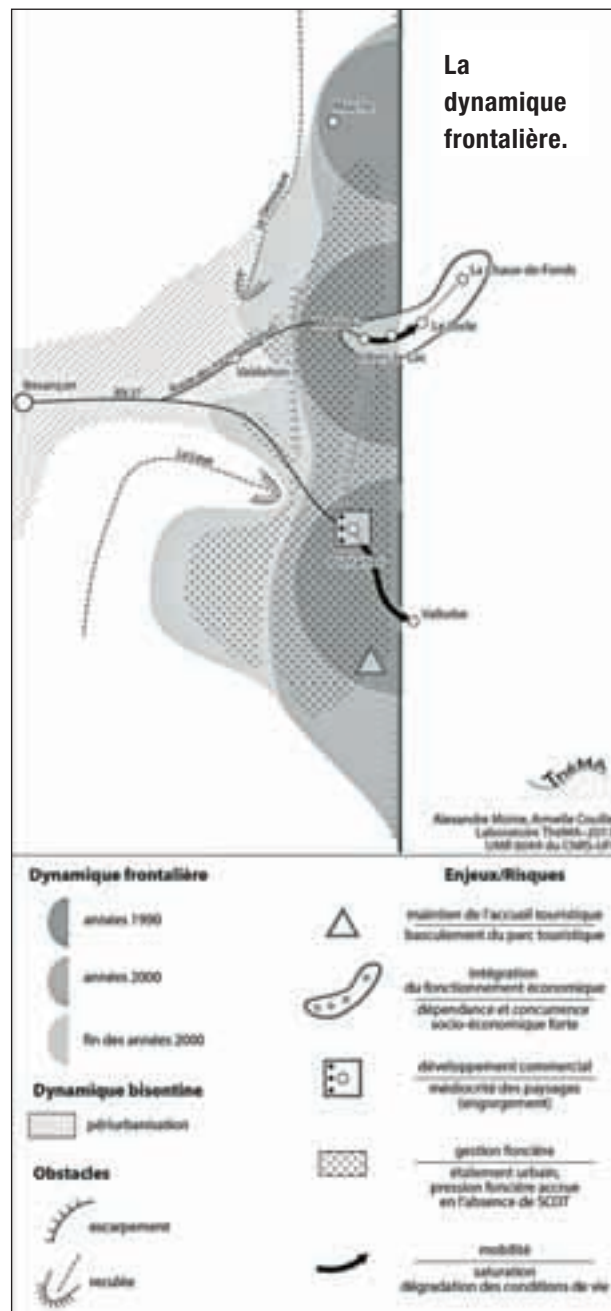
Ce modèle intègre aussi des nuances territoriales liées aux coûts du foncier, à la disponibilité en logements et en terrains constructibles car le frontalier privilégie souvent, car il en a les moyens, la maison individuelle. Métabief où la population a augmenté de 55 % entre 1999 et 2009 disposait d'un potentiel "habitat" intéressant avec son parc de logements touristiques qui a basculé en résidences. C'est l'inverse à Pontarlier qui a perdu 0,49 % de sa population entre les deux recensements faute d'avoir assez de logements. Dans le Doubs, la croissance démographique s'établissait à 5,33 %.

La logique "proximité" et "point de passage" se vérifie à Jougne (+ 17 %) ou encore aux Verrières (+ 23 %). Les bases de développement arrière de la troisième vague ont progressé entre 10 à 15 % sur Levier-Val d'Usiers et de 15 à 20 % vers Fuans. Le "pompon" revient à nos amis Saugets avec une croissance record de 75 %. Champions du Haut-Doubs.

En termes d'équipements et de services, la demande se reporte vers les villes-relais comme Morteau, Villers-le-Lac et Pontarlier notamment pour le commerce. Le facteur distance ne semble pas être rédhibitoire pour l'accès aux équipements de loisirs. Globalement, le Haut-Doubs est plutôt bien pourvu.

Autre indicateur de vitalité, le nombre de naissances à l'hôpital de Pontarlier en progression constante depuis 10 ans. Encore beaucoup de petits frontaliers en perspectives. ■

"Les Saugets avec une croissance record de 75 %."



L'évolution des naissances à la maternité de Pontarlier.	
Année	Nombre de naissances
1999	838
2000	895
2001	839
2002	918
2003	966
2004	1054
2005	1054
2006	1032
2007	1090
2008	1135
2009	1155
2010	1293
2011	1196
2012	1210

DÉMOGRAPHIE Deux tiers des emplois frontaliers dans le Haut-Doubs

La population frontalière a doublé en 10 ans

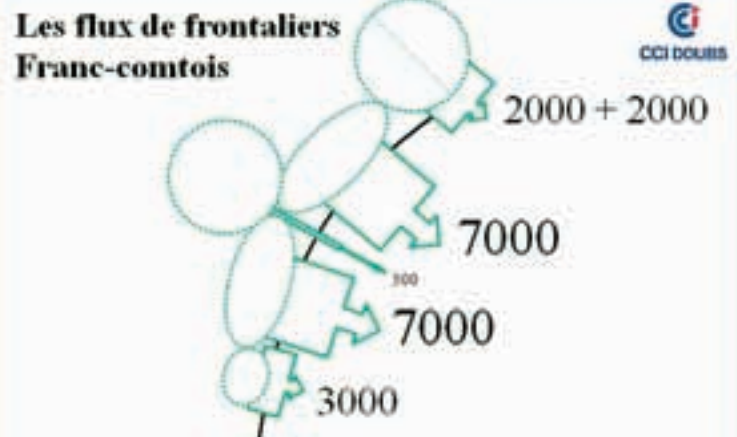
Le développement significatif de l'activité horlogère a dopé les effectifs de travailleurs frontaliers tout au long de la frontière où un actif sur deux désormais travaille en Suisse.

À l'échelle de l'arrondissement de Pontarlier, la population est passée de 91 722 à 103 283 habitants entre 1999 et 2009,

soit une hausse globale de 11 %. Cette croissance est déjà significative sur un territoire rural, montagneux et plutôt enclavé. Elle reflète juste une nouvelle logique de développement économique chez nos voisins suisses. "Les années 2000 marquent en effet le début de l'industrialisation horlogère de masse que ce soit dans la vallée de Joux, le Val de Travers où sur le bassin Le Locle-La Chaux-de-Fonds. L'horlogerie a généré depuis 1990 la création de plus de 23 000 emplois dont la moitié dans le Doubs", explique Laurent Sage, directeur des études économiques à la

C.C.I. du Doubs. Entre 2000 et 2013, la population frontalière franc-comtoise est passée de 9 000 à 21 500. Après la crise de 2009 marquée par une perte de quelque 3 000 emplois, la courbe est repartie assez vite à la hausse pour franchir la barre des 20 000 frontaliers en 2012. "Avec la bonne santé de l'horlogerie suisse et tous les projets d'extension, la dynamique d'embauche va se poursuivre. Si tout se réalise, c'est 20 % de nouveaux emplois à pourvoir assez rapidement dans l'horlogerie." La population frontalière se déploie

Les flux frontaliers en Franche-Comté.
La population frontalière comtoise se répartit sur différents bassins ayant chacun ses spécificités (source C.C.I.).



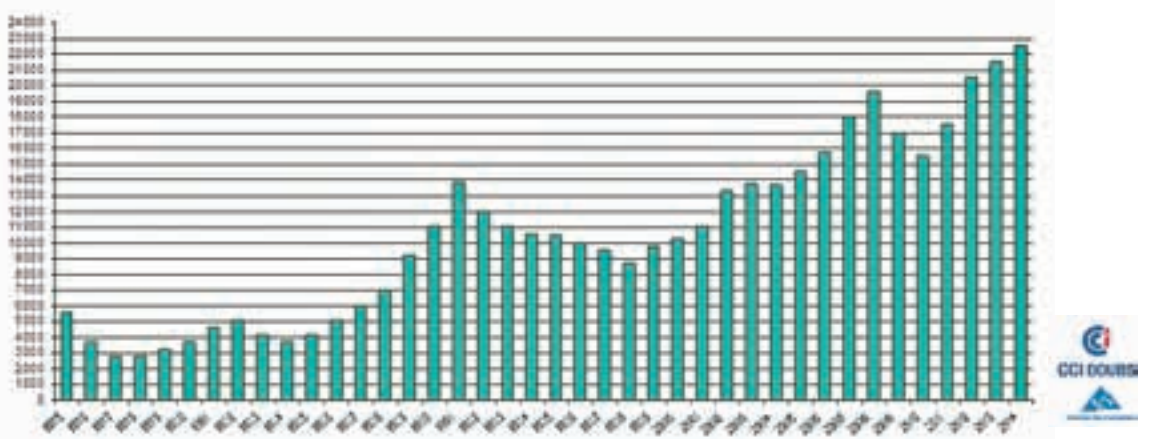
sur plusieurs bassins qui ont chacun ses caractéristiques. Le Nord Franche-Comté se découvre une nouvelle vocation frontalière avec le projet d'envergure du groupe Swatch à Boncourt. On trouve ensuite plus au sud le bassin du Pays horloger et notamment le Val de Morteau. "Sur ce secteur, il y a un arrimage très fort à l'horlogerie suisse. La proximité des villes horlogères suisses a favorisé des relations fortes entre Français et Suisses. On pourrait parler de cantonisation." La zone de Pontarlier-Mont d'Or compte pratiquement autant de frontaliers mais s'appuie encore sur des activités diversifiées dans l'industrie et l'agroalimentaire. On trouve aussi plus d'emplois dans le tertiaire notamment à Pontarlier avec l'hôpital et les établissements scolaires. "Ici, la donne est plus équilibrée, un peu moins dépendante de la Suisse. Il y a aussi l'offre commerciale qui mobilise aussi beaucoup d'emplois."

le binôme Morteau et Pontarlier qui rassemble les deux tiers des emplois frontaliers se glisse une variante bisonnienne de quelque 500 frontaliers. Le dernier se concentre sur le Haut-Jura et Les Rousses en lien avec la vallée de Joux. La proximité géographique sert là aussi de facteur d'intégration entre la zone d'emploi et le lieu de résidence. Les enjeux et les réalités se différencient donc assez nettement d'un endroit à l'autre. La dynamique horlogère ne signifie pas pour autant le plein-emploi. "Les taux de chômage sont plutôt encore élevés sur les cantons horlogers. C'est avant tout un problème d'inadéquation et de compétences. Tout le monde ne peut pas travailler dans l'horlogerie. On retrouve aussi des taux élevés vers Pontarlier. C'est le revers de l'attractivité où les gens arrivent de partout sans avoir forcément du travail tout de suite. On appelle cela le syndrome de Montpellier." ■

La zone des Grands-Planchants représente plus d'un millier d'emplois. Entre

FC.

L'évolution du nombre de frontaliers francs-comtois en Suisse (source C.C.I.).



LOMBARDO

créateur & fabricant depuis 1966

CUISINES

BAINS & SPA

RANGEMENTS

MOBILIER

700 m²
D'EXPO
à Étalans

PORTES OUVERTES 20 ET 21 AVRIL 2013

7, rue des Ruchottes
ZAC De La Croix De Pierre
25580 ÉTALANS

Tél. 03 81 58 30 74
Fax : 03 81 58 31 37

cuisines-lombardot.com

FONCIER Indexés sur le travail frontalier

Les prix des terrains ont progressé de 140 %

La question foncière est au cœur du développement du Haut-Doubs. Source de richesse, d'expansion, de spéculation, elle alimente toutes les conversations.



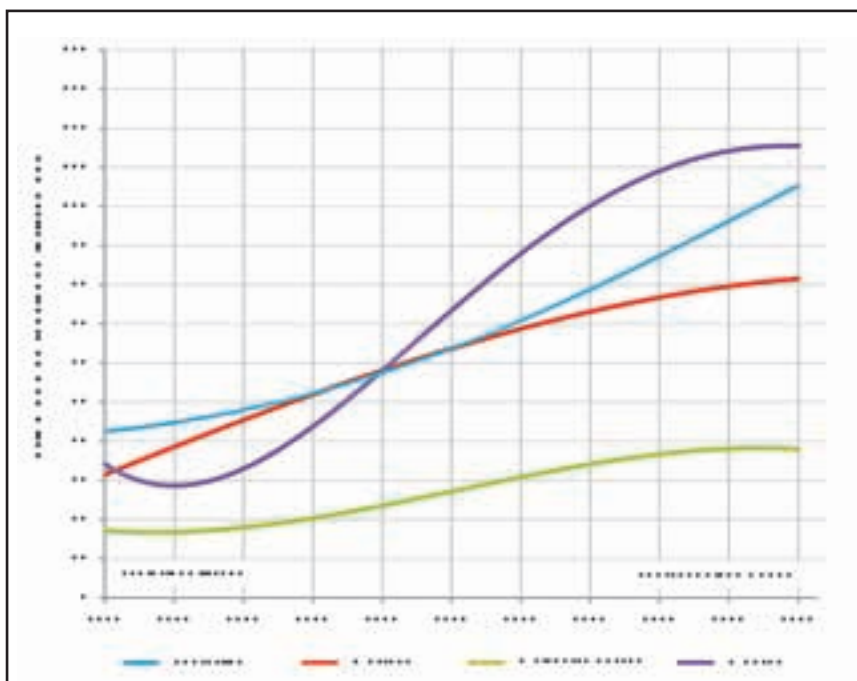
Les tailles de parcelles ont diminué mais les maisons ont grossi, comme les prix.

Les prix du terrain à bâtir ne varient pas tous dans les mêmes proportions à la hausse sur la bande frontalière.

Pas une journée sans entendre parler de prix de terrain vertigineux, sans se surprendre en voyant à quelle vitesse poussent les lotissements, sans s'extasier devant la taille des maisons que contiennent difficilement des parcelles de plus en plus réduites. Si la taille diminue, les prix du foncier n'ont jamais été aussi hauts. "Entre 2000 et 2010, les prix ont progressé de 140 %. Tout est lié à l'arrivée des frontaliers. Ces prix sont fonction du pouvoir d'achat et ils ont évolué en suivant le taux de change franc suisse-euro", résume M^{me} Didier Lance, le président de la chambre départementale des notaires.

"On arrive facilement à 160 euros du m²."

La valeur du terrain à bâtir n'est pas tout à fait identique le long de la bande frontalière. Simple affaire d'offre et de demande. Les différences entre les secteurs de Maiche et de Métabief sont significatives. En 2000, le rapport allait du simple au double tout en restant dans des tranches de prix raisonnables. Dix ans plus tard, l'écart varie de 1 à 4. La station à deux pas de la frontière n'offre certainement pas le même attrait que la capitale du cheval comtois. "Aujourd'hui, on arrive facilement



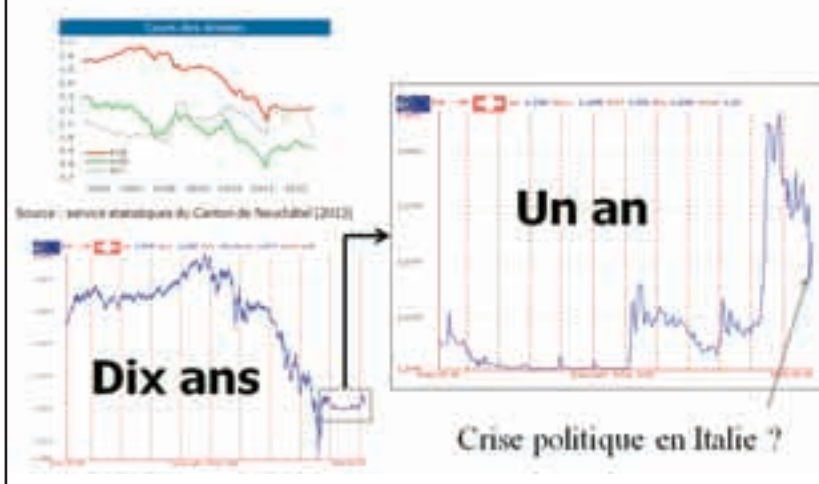
à 160 euros du m² sans spéculer", observe Gérard Dèque le maire de Métabief. Le constat est le même à Jougney, aux Hôpitaux. Et ce n'est pas au lac, ni à Pontarlier ou à Doubs qu'on se repliera pour espérer des prix plus modestes. Les revenus moyens attirés vers l'accession à la propriété s'établissent plutôt dans la

"banlieue" pontissalienne aux Granges-Narboz ou à Chaffois. Et si la distance ne les dérange pas, ils migrent carrément vers Levier, Frasne et les villages voisins où ils retrouvent des conditions moins spéculatives donc plus abordables. Le prix des biens dépend de l'offre, de la rareté.

Le prix médian des maisons anciennes sur la zone urbaine de Pontarlier est passé de 196 800 euros en 2007 à 231 000 euros en 2011. À Morteau, on est passé de 200 000 euros à 209 000 euros. La capitale du Haut-Doubs devance aujourd'hui Besançon dans cette catégorie. Le prix médian des maisons anciennes a même fléchi à Baume-les-Dames sur la même période. En 2011, la différence avec la zone urbaine de Pontarlier varie du simple au double. "On assiste aujourd'hui à une stabilisation des prix liée à la conjoncture économique. En 2012, on était en situation d'observation ou d'ajustement. Maintenant, il semble que le marché reparte", poursuit Didier Lance. La réforme des plus-values a ralenti et différé les ventes. L'autre frein actuel est lié à la période d'acquisition du bien en devises. Si l'achat a eu lieu quand le franc suisse était au plus haut, le propriétaire aurait beaucoup à perdre à le revendre aujourd'hui, sauf à emprunter pour rembourser les prêts. ■

F.C.

Les prix du foncier ont évolué sensiblement dans les mêmes proportions que le taux de change.



COMPTOIR NATIONAL DE L'OR
Professionnels de l'Or depuis 1976

ACHAT et VENTE d'Or

Parce que l'OR c'est notre métier:
FAITES CONFIANCE À UN VRAI SPÉCIALISTE

www.gold.fr

8 rue de La Halle - 25300 PONTARLIER
Tél : 03 81 39 31 90 - Mail : pontarlier@gold.fr

4 rue Moncey - 25000 BESANÇON
Tél : 03 58 21 00 16 - Mail : besancon@gold.fr

L'activité du négoce de métaux précieux est interdite aux mineurs.
La transaction répond aux obligations fiscales. Paiement par chèque.

URBANISME Limiter le mitage

En attendant le S.C.O.T.

La façon dont le Haut-Doubs s'urbanise n'est pas toujours harmonieuse et plaide en faveur d'une approche plus globale, concertée et moins spéculative.

En bon géographe attaché à la qualité des paysages, Alexandre Moine n'est pas tendre avec ce qui se passe sur le Haut-Doubs. "C'est une catastrophe. Par endroits, le paysage est complètement mité." L'enseignement prend pour exemple le Val de Morteau et la périphérie pontissalienne. On pourrait certainement allonger la liste en se promenant le long de la bande frontalière. Et la réduction des parcelles n'arrange pas l'effet visuel.

Les communes de la bande frontalière ont parfois été dépassées par les événements. Certaines sont encore dotées de documents d'urbanisme qui ne permettent plus de gérer la pression foncière. Sans compter celles qui ont précipité les choses pour des besoins de liquidités. Le S.C.O.T. (schéma de cohérence territoriale) serait-il le maillon manquant de l'urbanisation du Haut-Doubs ? Son absence laisse en tout cas "un grand blanc tout au long de la bande frontalière. Il y a bien eu quelques velléités au niveau du Pays du Haut-Doubs. La question se pose aussi au Pays Horloger. Le temps presse. Il faut 4 à 5 ans de délai avant qu'un S.C.O.T. ne soit opérationnel", estime Alexandre Moine en craignant que cet outil arrive un peu trop tard.

Le paysage est complètement mité.

Dans ces conditions, d'autres facteurs interviennent : l'opportunisme foncier et la loi du plus offrant. Les P.O.S. (plans d'occupation des sols) et P.L.U. (plans locaux d'urbanisme) ne sont pas conçus pour gérer ces stratégies économiques. Le géographe craint que le phénomène du mitage affecte également les zones d'urbanisation plus récentes sur la fameuse parallèle qui court à 15, 20 km de la frontière. "On est pourtant dans la même logique. Ce serait dommage de renouveler les mêmes erreurs. À défaut de S.C.O.T., il est aussi possible de mettre en place des P.L.U. intercommunaux." L'enseignant déplore également le laxisme de l'État. "L'E.P.F. (établissement public foncier) n'intervient pas sur la zone frontalière. C'est un vrai problème. Les communes auraient besoin d'être mieux accompagnées. Les dossiers avancent parfois très vite quand les institutions décident de s'y mettre. On l'a vu avec la mise en circulation des nouvelles lignes frontalières." ■

DOUBS Anticiper la logistique

Pic démographique et boom commercial à Doubs

Doubs vit sa troisième vague de développement depuis les années soixante. La dernière se distingue des deux précédentes par l'aboutissement d'une zone commerciale particulièrement attractive.

Les nostalgiques devront s'y résoudre, Doubs n'a plus rien du village qu'il a été. "Il ne faut pas se voiler la face, il y a plus de ressemblance avec une ville. On est aujourd'hui dans du péri-urbain. C'est difficile de conserver son identité", observe le maire Régis Marceau. Cette mutation s'était amorcée dans les années soixante pour se poursuivre sous l'impulsion d'André Cuinet entre 1985 et 1990. La troisième vague s'étale sur la dernière décennie.

Elle prend deux visages. En premier lieu la zone commerciale qui s'est constituée grâce au dynamisme de Bernard Gagnepain épaulé par les municipalités qui se sont succédé depuis une vingtaine d'années à Doubs. La zone est aujourd'hui quasiment pleine. On s'y presse. L'autre axe de développement communal se traduit par trois nouveaux quartiers, sans compter les opérations immobilières dans le village ancien. "La révision du P.L.U. avait été engagée sous le mandat précédent. On l'a

validé et cela a permis de libérer du terrain constructible. D'autres projets sont en phase de préparation. La commune continue à travailler sur l'éco-quartier du Champ du Clos qui devrait être opérationnel en 2014. Avec ce projet, on souhaitait pouvoir proposer en complément des privés des solutions d'accès à la propriété à des prix modérés. En jouant aussi sur la mixité de l'habitat. Cet écoquartier permettra de rééquilibrer la donne avec un tiers des éléments tournés vers du locatif." La démographie à Doubs suit logiquement une courbe ascendante. 2 266 habitants en 1999, 2 640 en 2009 et bientôt 3 000 à moyen terme. Doubs pointe à la 5^{ème} place au classement des villes de l'arrondissement. C'est beau la croissance, encore faut-il que l'intendance suive. De ce côté-là, le maire de Doubs prône l'anticipation que ce soit au niveau des réseaux, de l'assainissement, de la défense incendie. "On investit par exemple 1 million d'euros dans l'école pour répondre aux besoins en termes de capacité d'accueil." Ce dynamisme démographique et commercial est aussi une source de recettes fiscales réinvesties dans des nouveaux équipements : salle de fêtes, halte-garderie, périscolaire, dojo, école de musique... "On parvient à maintenir une bonne activité agricole en regrettant qu'aucun site industriel ne s'implante", conclut Régis Marceau. ■

2 266
habitants
en 1999,
bientôt
3 000.

LES GRANGES-NARBOZ

Plus de 1 000 habitants

Pause foncière aux Granges

La force du franc suisse a donné de nouvelles ambitions immobilières aux frontaliers qui ont parfois dépassé les prévisionnels communaux. Exemple d'une planification trop rapide.

En approuvant le P.L.U. en 2004, l'équipe municipale alors en place a libéré pas mal de terrains à bâtir dans les zones blanches dans l'idée que cela répondrait aux besoins sur une vingtaine d'années. La vitalité de l'économie suisse a sérieusement raccourci les délais. Les disponibilités foncières ont été mises en construction en moins d'une décennie. "Les premiers lotissements sont sortis de terre en 2006-2007. On a connu un ralentissement en 2009. Depuis, on enregistre entre 20 et 30 demandes de permis par an", soupire le maire Bernard Cuinet, pas fâché d'arriver au bout du potentiel. Le retour du boome-

"On a perdu l'esprit villageois."



Le maire Bernard Cuinet estime préférable de réviser plus souvent le P.L.U. pour maîtriser plus finement l'urbanisation.

rang affecte en premier lieu les capacités d'accueil scolaire. L'école et la mairie étant sous le même toit. La salle du conseil est passée à la trappe pour répondre à l'ouverture de deux nouvelles classes. "Ces mouvements n'ont pas eu d'impact sur les conditions d'accueil des enfants. Actuellement, on est en R.P.I. avec Sainte-Colombe. On étudie la faisabilité d'une école intercommunale ou la transformation d'un bâtiment public en deux nouvelles salles de classes", annonce le maire en reconnaissant que la situation n'est pas facile à gérer. Si elle fait du bien aux finances

communales, cette urbanisation est un peu trop rapide dans une commune qui n'était pas prête pour passer de 600 à 1 000 habitants en cinq ans. Cette accélération n'a pas facilité l'intégration des nouveaux arrivants, en majorité des frontaliers qui partent à la journée. "L'ambiance a changé. On a perdu l'esprit villageois", regrette Bernard Cuinet. Le prix des terrains constructibles a doublé passant de 60 à 120-130 euros le m² depuis 2006. Le maire a bien retenu la leçon qui consiste à ne plus mettre trop de terrains constructibles d'un seul coup quitte à réviser plus souvent le P.L.U. ■

PORTES OUVERTES - LES SAMEDI 6 ET DIMANCHE 7 AVRIL

GARAGE MOUGIN - 9, rue Pierre DUCHANET - Les grands Planchants
25300 PONTARLIER - Tél. 03 81 46 68 39



SPÉCIALISTE CHEVROLET

Exposition Véhicules d'occasions Chevrolet

COMMERCE 40 000 m² supplémentaires depuis 2007

Le cluster commercial pontissalien

En dix ans et grâce à la Suisse, le commerce a pris une place prépondérante dans l'économie du Grand Pontarlier. Un vrai îlot de prospérité.

Le trafic des voitures sur les trois zones commerciales du grand Pontarlier le samedi résume assez bien les changements de cette dernière décennie. Le spectacle surprend par son intensité assez révélatrice de la vitalité démographique. On croise des plaques de Franche-Comté bien sûr mais aussi d'autres régions qui témoignent ainsi du pouvoir de séduction de l'eldorado suisse. Sans oublier ces plaques neuchâteloises et vaudoises qui font partie prenante du flot de véhicules.

La densité commerciale à Pontarlier correspond soi-disant à celle d'une agglomération de 100 000 habitants. Cette affirmation qui n'a semble-t-il jamais été mesurée reste néanmoins assez proche de la réalité. De par son positionnement le long du seul axe de franchissement transversal du massif jurassien central, Pontarlier a toujours été une

**368 m² pour
1 000 habitants
supplémentaires
en 5 ans.**

ville commerçante. Elle a su valoriser cette vocation en profitant de la dynamique frontalière qui a pris une ampleur inattendue en quelques années. Le phénomène a favorisé le développement d'une classe de consommateurs au pouvoir d'achat sans commune mesure avec les salaires moyens français. Ajoutez à cela un franc suisse qui n'a cessé de s'apprécier par rapport à l'euro et c'est autant de clients helvétiques supplémentaires dans les commerces locaux. Avec cet effet taux de change, ils représenteraient aujourd'hui 15 % de la clientèle contre 10 % en 2010.

Les enseignes font le *forcing* pour s'installer à Pontarlier. En 6 ans, les demandes d'extension ou d'implantation étudiées en C.D.E.C. ou C.D.A.C. représentent un volume de 40 385 m² supplémentaires même si certaines ne sont pas encore abouties comme le projet d'agrandissement de Leclerc à Houtaud.

Sur une zone de chalandise évaluée à 109 618 habitants, cette évolution représente 368 m² pour 1 000 habitants supplémentaires en seulement 5 ans, soit à peu près l'équivalent de la densité commerciale actuelle en Franche-Comté. Sidérant.

Le gâteau frontalière ne profite pas seulement aux enseignes de zone, le centre-

ville a su saisir de cette manne pour accomplir sa mutation qualitative. Pour Laurent Sage, directeur des études économiques à la C.C.I. du Doubs, il reste encore des marges de progression et plutôt en regardant du côté de la Suisse. "Tout dépendra de l'évolution du change. Le taux actuel de 1,23 devrait

perdre tant que la crise en euros ne sera pas stabilisée. D'où l'importance de miser sur la qualité de l'offre." Ce spécialiste de l'économie frontalière met aussi dans la balance l'impact de la suppression du droit d'option qui pourrait ronger le pouvoir d'achat des frontaliers. ■



Le développement commercial est l'un des phénomènes marquants de la décennie sur le Haut-Doubs pontissalien (photo archive L.P.P.).



Évolution de la surface commerciale C.D.E.C. et C.D.A.C. depuis 2007 sur la C.C.L.

	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Surfaces	6 198 m ²	620 m ²	3 225 m ²	4 822 m ²	10 600 m ²	7 885 m ²

2011 : Multiplexe cinéma : 5 700 m² et ensemble commercial dans bâtiment Streit : 4 900 m²
2012 : City Avenue : 974 m² et Extension Leclerc : 6 911 m²

Source : service économie C.C.L.

STRATÉGIE Une nouvelle démarche

Formations : apprendre à raisonner franco-suisse

La Chambre de Commerce et de l'Industrie du Doubs (C.C.I.) va construire un bâtiment sur Pontarlier où le président Dominique Roy compte proposer une offre de formations adaptée à la demande de main-d'œuvre des deux côtés de la frontière.

La Presse Pontissalienne : Comment évolue le positionnement de la C.C.I. sur le Haut-Doubs ?

Dominique Roy : Mon arrivée à la tête de la C.C.I. s'inscrit dans le contexte de la régionalisation. Au-delà des économies nécessaires, on doit pouvoir jouer le rôle qui est le nôtre dans la proximité. S'agissant de la C.C.I. du Doubs, c'est d'être sur les trois bassins d'emplois. Notre antenne sur le Haut-Doubs emploie deux personnes pour l'instant. Compte tenu des particularités de cette zone et de son économie dépendante de la Suisse, la C.C.I. a la volonté d'assurer une présence plus importante sur le Haut-Doubs.

L.P.P. : Sous quelle forme ?

D.R. : On a travaillé avec un groupe de travail sur les moyens d'améliorer la représentation de la chambre sur le Haut-Doubs. Le projet qui en découle, c'est de faire un bâtiment qui doit

pouvoir répondre aux attentes économiques de ce territoire. On proposera des services de proximité pour nos ressortissants.

L.P.P. : Quelle est votre analyse des besoins de formation ?

D.R. : Ce secteur dispose d'un taux d'équipement commercial très supérieur à la moyenne, équivalent à celui d'une ville de 100 000 habitants. Le point le plus en tension porte sur les métiers de l'industrie côté France avec cette captation des compétences par la Suisse. Il faut faire davantage, toujours plus et toujours mieux côté France avec les risques de fuite de l'autre côté de la frontière. On envisage d'implanter dans nos futurs locaux des unités de formation dédiées aux métiers du commerce, de la distribution et de la gestion commerciale. La C.C.I. n'a pas d'offre de formation industrielle mais les syndicats de branche sont

organisés pour lancer des actions spécifiques sur Pontarlier, d'où l'idée de leur proposer un toit.

L.P.P. : Comment régler ce problème de captation de main-d'œuvre ?

D.R. : On doit raisonner autrement et mener des actions de formation franco-suisse.

L.P.P. : On pourrait vous reprocher cette forme de collaboration ?

D.R. : Non, car il faut prendre le dossier dans sa globalité. La forte demande industrielle suisse génère aussi des créations d'emplois côté France. On parle de 5 000 créations d'emploi en Suisse dans les années à venir. Ce qui en induit près de 1 500 en France. Cette démarche de formation suppose d'aller contractualiser avec les entreprises suisses.

L.P.P. : C'est une petite révolution !

D.R. : Oui, mais on fera toujours le même constat si l'on ne s'adapte pas.

L.P.P. : Où en est ce projet de nouveau bâtiment sur Pontarlier ?

D.R. : Je viens de passer la commande d'assistance à maîtrise d'ouvrage qui va nous permettre de calibrer la taille du projet. ■

Propos recueillis par F.C.



Dominique Roy le président de la C.C.I. prône une approche plus large de la problématique frontalière (photo L. Cheviet).

JOUGNE 60 permis de construire en cours de traitement

Une décennie sous pression foncière et démographique

Adossée à la frontière et traversée par la R.N. 57, Jougne figure aux premières loges de la dynamique frontalière. Avantages, inconvénients.

De par son positionnement aux portes de la Suisse, Jougne a tout pour séduire les travailleurs frontaliers. Au-delà de la proximité du bassin d'emploi helvétique, Michel Morel le maire ajoute la qualité du cadre de vie, l'offre de services et de commerces de première nécessité. On se bouscule pour venir vivre à Jougne. "On traite actuellement une soixantaine de permis de construire et les 4 plus importants représentent à eux seuls 175 logements." La démographie s'envole, les prix du foncier aussi.

La population atteignait 1 200 habitants en 1999. Ils sont maintenant plus de 1 500 et avec les projets en cours, la barre des 2 000 habitants se profile à moyen terme. "On n'a plus d'autre choix que d'investir dans la construction d'une nouvelle école. Elle était prévue mais on la fera plus grande." La croissance a ses obligations et ses contraintes. En 10 ans à Jougne, le prix moyen du terrain viabilisé est passé de 60 à 160 euros le m². "C'est le revers

de la médaille car cela exclut une partie de la population qui travaille sur France", déplore l'élue. Consciente du problème, la commune souhaite s'engager dans la réalisation d'un lotissement au prix du marché "normal". Dans ce projet mené en partenariat avec l'A.D.I.L., l'accès aux parcelles est défini par un seuil de revenu. "On va partir sur une tranche de cinq maisons accolées de 100 m² habitables aux normes B.B.C. avec un garage et un bout de terrain. Pour l'acquéreur, cela représente un budget global d'environ 200 000 euros. Si l'expérience s'avère concluante, d'autres tranches sont envisageables", poursuit Michel Morel en soulignant que ce n'est pas le pays où travaille le candidat qui est pris en compte mais son seuil de revenus. L'inverse serait discriminatoire et probablement condamnable. La pression foncière se répercute forcément sur le parcellaire agricole qui diminue au profit de l'urbanisation. Sur ces questions-là, la commune

étudie également des solutions compensatoires. "On va lancer un plan de gestion intégrée pour remettre en valeur des terres actuellement dépréciées.

Dans ce souci de protéger l'agriculture, on a refait le P.L.U. a minima et remplissant les dents creuses et en augmentant le C.O.S. pour densifier l'habitat." ■

AGRICULTURE 380 hectares urbanisés en 10 ans

Tensions foncières dans le Haut-Doubs

Le Haut-Doubs et sa croissance consomment beaucoup de terrains au détriment d'une agriculture elle aussi dynamique et qui cherche à protéger son parcellaire.

Les agriculteurs du Haut-Doubs souscrivent dans leur grande majorité à l'intérêt de vivre dans une zone dynamique. La Suisse apporte une vitalité qui génère de l'emploi, du pouvoir d'achat, de la consommation. "On vit un vrai paradoxe. D'un côté on vend forcément mieux nos produits et de l'autre on subit la perte de foncier agricole qui part dans l'urbanisation. Il faut qu'on reste extrêmement vigilant par rapport à cette évolution. On a peut-être occulté cette problématique du foncier agricole", constate Éric Liégeon, agriculteur à Courvières et responsable de la commission des structures à la F.D.S.E.A. 380 hectares ont été urbanisés en 10 ans sur les cantons frontaliers de Maïche, Morteau, Mouthe et Pontarlier. Soit l'équivalent de huit fermes qui passent à la trappe. Cette artificialisation reste surtout le fait des privés, même si les données "collectivités" sont à relativiser car elles ne prennent pas en compte l'évolution des surfaces communales.

Avec 152 hectares urbanisés au cours de la dernière décennie, le canton de Pontarlier est loin devant Morteau et Mouthe. La taille de la capitale du Haut-Doubs, le développement des zones commerciales, artisanales et résidentielles expliquent probablement cette consommation d'espace supérieure aux cantons voisins. Il est temps de lever le pied. Les agriculteurs proposent déjà quelques pistes de réflexion autour de la den-

sification de l'habitat et de la réhabilitation de vieilles fermes inhabitées au cœur des villages. "Grâce au comté, on a encore la chance d'avoir des nombreux jeunes motivés par nos métiers, encore faut-il qu'ils puissent conserver les terres. Une meilleure gestion s'impose en privilégiant une maîtrise collective du foncier. Aujourd'hui, on ne voit guère l'intérêt que chaque commune se fasse sa petite zone artisanale."

Les producteurs de laits à comté se mobilisent aussi sur la question de la protection des pâturages autour des exploitations. C'est là que les vaches laitières sont mises aux champs, c'est aussi là qu'on trouve le plus de lotissements. "Les règles actuelles ne sont pas suffisantes. La solution se trouve peut-être dans le S.C.O.T. sous réserve que la profession agricole soit impliquée à l'amont des réflexions." ■

Évolution de l'espace foncier agricole en vue de son urbanisation		
HORS COLLECTIVITÉS (les privés)		
Canton	2012	2003 - 2012
Maïche	6 ha	21 ha
Morteau	5ha	77 ha
Pontarlier	23 ha	110 ha
Mouthe	6 ha	44 ha
COLLECTIVITÉS		
Canton	2012	2003 - 2012
Maïche	0 ha	35 ha
Morteau	3 ha	29 ha
Pontarlier	0 ha	42 ha
Mouthe	2 ha	32 ha

Source S.A.F.E.R. Bourgogne-Franche-Comté



PERSONENI
« Des maisons bien conçues pour votre confort »



Modèle Deuba à partir de 109 000 €
(prêt à décorer)

FRAMBOUHANS
10 Grande Rue - 25140 Frambouhans
Tél. : 03 81 68 61 40
contact@sa-personeni.com



Modèle Bourgogne à partir de 144 000 €
(prêt à décorer)

Maisons conformes à la RT2012

Nos maisons à 360°
et toutes nos réalisations :
www.pavillons-personeni.fr

MONTBÉLIARD
10 rue de l'Étuve - 25200 Montbéliard
Tél. : 03 81 94 34 27 - Fax : 03 81 94 99 00
montbeliard@sa-personeni.com

MÉTABIEF Reprise en main du foncier

“Que du bon pour notre secteur”

À l'instar de Jougne, la commune-station a largement profité de la manne frontalière même si elle aussi met la pédale douce sur l'urbanisation.

Quelle chance pour un élu de savoir que ses administrés ont pratiquement tous du travail. Gérard Dèque estime que c'est un privilège. "Certains nous envient de ne pas avoir ce souci de rechercher des emplois. Je pense que la Suisse, ce n'est que du bon pour notre secteur." En 10 ans, la population de Métabief a augmenté de près de 400 habitants pour entrer dans le club des villages du Haut-Doubs à plus de 1 000 habitants. Pas



“On a agrandi l'école en 2004”, indique Gérard Dèque.

de secret, cette croissance est liée à l'arrivée de travailleurs frontaliers. Plutôt des jeunes. La moyenne d'âge chez les Chats Gris varie entre 35 et 40 ans. Pour les côtoyer au quotidien, le maire de Métabief ne les trouve pas plus individualistes et arrogants que les autres. "Ces tendances s'observent dans la société en général. Beaucoup de frontaliers viennent d'ailleurs. Ils apprécient autant en général la région et s'investissent autant que les autres. Sur 14 conseillers municipaux à Métabief, la moitié sont des frontaliers."

Le seul bémol à ce dynamisme concerne l'envolée des prix du terrain constructible qui sont passés de 35 à 160 euros le m² "sans spéculation" en une petite dizaine d'années. "C'est un peu la faute aux communes. Elles devront à l'avenir reprendre davantage la main sur le foncier et le S.C.O.T. sera un bon outil. Je ne pense pas qu'il soit trop tard pour inverser cette flambée. C'est clair aussi qu'il faudra être plus vigilant", explique le maire soucieux de protéger l'agriculture sur une commune qui compte trois exploitants dont un éleveur de chevaux. Hormis quelques soucis de ressource en eau, Métabief est dimensionné pour accueillir cette nouvelle popula-

tion. "On a procédé à l'agrandissement de l'école en 2004. Dernièrement avec les autres communes du R.P.I. Mont d'Or, on a mutualisé nos moyens dans l'extension de celle des Hôpitaux-Neufs." Gérard Dèque ne critique pas la mutation d'une partie de l'habitat touristique en résidence permanente. "Avec la succession de mauvais hivers, les locations étaient en baisse. Le fait de pouvoir louer ou vendre aux frontaliers a permis de maintenir le parc en état. Depuis, ces pertes de lits sont en partie compensées par l'ouverture d'autres lits touristiques chez nos voisins. Le parc s'est dispersé. Il n'y a pas urgence à développer de l'hébergement avant d'avoir remis la station en ordre de marche." A signaler parmi les prochains grands projets structurants, le projet de la salle polyvalente finalement porté par la commune, la communauté de communes et la station elle-même. ■

Pas plus individualistes et arrogants que les autres.

ÉTUDES Les pratiques transfrontalières

Les frontaliers du Val de Morteau plus Suisses que les autres

Deux universitaires neuchâtelois ont étudié les pratiques transfrontalières sur le Val de Morteau à travers le prisme des réseaux sociaux, des loisirs et des achats. Conclusions.

Qu'en est-il du stéréotype du frontalier qui se bornerait à travailler en Suisse pour consommer en France ? Yann Dubois et Patrick Rérat de l'Institut de géographie de l'Université de Neuchâtel ont jugé opportun d'analyser les pratiques spatiales transfrontalières dans

l'Arc jurassien franco-suisse. Le principe étant de mesurer dans un premier temps l'existence et l'intensité de certaines pratiques plus ou moins routinières et de déterminer ensuite les mécanismes qui expliquent ces pratiques. Cette étude s'intéresse plus particulièrement aux communes de

Morteau et Villers-le-Lac qui abritent parmi les plus fortes densités de frontaliers du Haut-Doubs. Plus de la moitié des actifs travaillent en Suisse. Cette situation s'explique tout simplement par la proximité des centres d'emploi du Locle et de La Chaux-de-Fonds. Le recueil d'informations s'appuie sur un questionnaire

Les habitudes de vie des travailleurs locaux

	FRONTALIERS	ACTIFS FRANÇAIS	NON-ACTIFS
RÉSEAUX SOCIAUX			
Réseau d'amis en Suisse et en France ou uniquement en Suisse	54,4%	23,1%	31,5%
Participation à des associations en Suisse et en France	59%	22,6%	25,4%
LOISIRS EN SUISSE			
Promenade	84,2%	73,7%	57,9%
Bar, restaurant, discothèque	79,7%	51,5%	47,9%
Théâtre, spectacle, concert, musée, événement culturel	74,1%	54,5%	44,1%
Cinéma	60,8%	34,9%	43,7%
Piscine	67,7%	64,8%	56,5%
Sport, activité de plein-air	69,7%	60,4%	49,2%
Événement sportif (spectateur)	68,1%	38,8%	17,8%
Sport en salle	60,3%	35,1%	36,6%
Patinoire	78,8%	71,4%	50%
ACHATS EN SUISSE			
Produits alimentaires	76,4%	49,4%	57,4%
Essence	71,7%	65,9%	61,6%
Cigarettes	34,6%	25,3%	13,2%
Vêtements, articles de sport	77,2%	51,8%	43,4%
Produits liés à l'équipement de la maison	49,6%	31,8%	20,7%
Montres, bijoux	50%	21,2%	15,3%
Electroménager-Hifi	48,8%	17,1%	14,9%
Cosmétiques, bien-être, salon coiffure	34,6%	18,2%	15,7%

réalisé en 2011 auprès des populations concernées. 670 personnes ont répondu.

Ce questionnaire cible trois pratiques spatiales : les réseaux sociaux, les loisirs et les achats. Six personnes sur 10 ont un réseau social situé uniquement sur le versant français. Les activités les plus pratiquées en Suisse sont la promenade, le patinage, la baignade en piscine suivi de la fréquentation des bars, restaurants et discothèques. L'analyse des pratiques d'achats mettent en évidence l'attractivité de la Suisse pour quelques produits, en particulier l'essence, quelques denrées alimentaires comme le chocolat, des vêtements et articles de sport et les cigarettes.

Le lieu de travail des sondés agit directement sur l'intensité de ces pratiques. Assez logique qu'un frontalier consomme plus en Suisse qu'un actif travaillant en France. Fréquences des passages de frontière, pouvoir d'achat, niveau de socialisation avec des collègues de travail suisses, tout concourt à renforcer ces différences. Ainsi plus de la moitié des travailleurs frontaliers ont des amis en Suisse contre seulement 23,1 % des actifs employés en France. Autre exemple significatif dans les habitudes quotidiennes : 79,7 % des frontaliers qui fréquentent des bars et discothèques en France le font également en Suisse, contre 51,5 % des actifs français et 47,9 % des non-actifs.

Ces écarts se retrouvent aussi dans la pratique de sport en salle et la fréquentation d'infrastructures ou d'événements culturels. Le niveau d'utilisation se rapproche

sensiblement quand il s'agit de loisirs qui ne sont praticables qu'en Suisse comme c'est le cas des patinoires ou des piscines extérieures. Le lieu de travail semble déterminant. Ces pratiques transfrontalières répondent à des logiques économique, utilitaire et socio-culturelle.

Économique dans le sens où elle prend en compte les différentiels de coût de la vie et de pouvoir d'achat. À l'exception de l'essence et des cigarettes, les prix des biens et services en Suisse ne peuvent être considérés comme des éléments attractifs. Le côté utilitaire porte sur les questions de proximité et d'accessibilité. En l'absence de pôles urbains français d'importance, les habitants de Morteau et de Villers-le-Lac se tournent vers les villes helvétiques pour bénéficier d'une offre plus étoffée en service et loisirs. Et le volet socio-culturel s'articule autour des notions d'habitude, de préférences, de sociabilisation. Le contact avec des collègues de travail suisses permettrait aux frontaliers de bénéficier d'informations plus précises et de se familiariser avec les biens et services helvétiques. Le comportement du frontalier de Morteau ou de Villers ne se réduirait donc pas uniquement à la quête d'un gros salaire. Nos voisins apprécieront. ■

Le lieu de travail semble déterminant.



Un emploi stable en Suisse

Appelez-nous aujourd'hui, travaillez demain !

Sekoya, société spécialisée dans la vente de produits naturels en Suisse et en Europe, vous offre un emploi fixe à Yverdon, situé à 15 min. de la frontière (Jougne).

Devenez té léconseiller (-ère) dès 2 000 € / mois + primes

CDI

Avec ou sans expérience
Formation assurée

+41 24 423 83 37

www.sekoya.ch
e.alteirac@sekoya.ch

LOY1312077402



Ces frontaliers consomment beaucoup en Suisse.